

L'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, Canada
L'Université Technique Cluj-Napoca, Centre Universitaire Nord
Baia Mare, Roumanie
vous invitent à participer

à la cinquième Conférence internationale sur la
COMMUNICATION DE MASSE DANS UN CONTEXTE DE PROPAGANDE
ayant comme thème

La liberté académique en question:
l'expression de la diversité des perspectives
est-elle encore possible en milieu universitaire pour élaborer le savoir?

APPEL À COMMUNICATION
les 13-14 mars 2026, par Zoom

Un des questionnements importants auquel fait face l'Université aujourd'hui est celui de la liberté académique. Depuis maintenant de nombreuses années, celle-ci fait l'objet de débats, qui ont abouti au Québec à la loi 32. Ce qui est en jeu est la liberté de pensée et de conscience, mais aussi la diversité des perspectives nécessaires à l'élaboration du savoir. En même temps, on constate de plus en plus que le traditionnel clivage entre la gauche et la droite, qui nous guidait dans notre compréhension du monde, ne correspond plus à des définitions claires de ces courants politiques. De nouvelles réalités économiques, culturelles (valeurs) et sociales s'y superposent. De toute évidence, il existe en Occident une juxtaposition des idées politiques par leur transfert mutuel de gauche à droite ou de droite à gauche. Il existe également un clivage entre une perspective supranationale (globalisation) et une perspective nationale (souverainisme) qui implique des divergences importantes en rapport avec la vision de la société.

Dans ce contexte sociopolitique, il est difficile de cerner ce qui constitue un extrémisme, qu'il soit de gauche ou de droite. Ces extrémismes disqualifient-ils la liberté académique? Par quels moyens? En effet, une dynamique significative a lieu entre extrémisme de droite¹ (Nadeau, 2023) et extrémisme de gauche² (Benoît, 1977), autour de l'accusation réciproque d'autoritarisme et d'invalidation de la démocratie. On y retrouve d'un côté comme de l'autre : polarisation, autocensure et censure. Quel est leur impact sur l'élaboration universitaire du savoir ? Doit-on encore réfléchir en termes de droite ou de gauche ? Est-il légitime de se placer en dehors de cette dichotomie et d'identifier un processus historique dialectique qui ne fonctionne pas de consensus en consensus, mais de contradiction en contradiction ? Par la recherche et l'enseignement universitaires, peut-on amener le dialogue et le débat démocratique au-delà de ce clivage partisan, qui devient de plus en plus extrême, vers une compréhension de l'ensemble du développement de ces idéologies dans le temps ?

Extrême par rapport à quoi ?

Or, même s'il n'y a plus de définition unanime³ de l'extrémisme, Juneau-Katsuya soutient² :

Un extrémiste est un extrémiste, peu importe son message. Il faut surveiller tout autant la gauche que la droite. Les deux éléments ont un effet déstabilisateur dans la société. Ils peuvent se nourrir l'un et l'autre de leurs actions et courants idéologiques pour se justifier. Les deux font la promotion et l'utilisation de la violence. Pour notre société démocratique, c'est totalement inacceptable.

Dans ce sens, on parle aussi, de plus en plus, de l'extrême centre⁴, un autre extrémisme dénoncé en rapport avec la violence. Par définition, le « centre » n'a pas d'extrême, c'est un positionnement de pondération

par rapport à la gauche et à la droite. Malgré cela, l'extrême centre « se réclamant d'un " juste milieu " raisonnable, modéré et pragmatique, elle se présente comme la seule voie rationnelle face aux excès des extrêmes : la gauche radicale et la droite réactionnaire » (Cloutier, 18 juillet 2025). Selon Rainville (2017), Denault (2016, 2024) la saisit autrement en tant que « refus de la délibération politique et la mise hors circuit de la pensée au profit d'un consensus, fabriqué et entretenu par les puissants »⁵ qui positionne la gestion managériale et l'obsession bureaucratique comme nécessaires à la croissance économique. De nouvelles catégories conceptuelles apparaissent également pour expliquer le contexte sociopolitique actuel : post-vérité, « extrême centre », activisme anti-inclusion⁶, *wokisme*, complosphère, etc.

D'autres catégories s'actualisent : rectitude politique⁷, langue de bois et novlangue, propagande et masque de la vertu⁸, discours idéologique et discours publicitaire, etc. La novlangue et la langue de bois sont des méthodes de communication utilisées par toutes les idéologies. Or, « sommes [-nous] en présence de deux représentations distinctes de l'adversaire », comme l'affirme Taguieff (2023) ? Et, dans ce sens, « à droite, on a tendance à penser l'opposition entre droite et gauche comme une confrontation entre le vrai et le faux, alors qu'à gauche, on tend à l'interpréter comme un combat entre le bien et le mal, voire entre le pur et l'impur. » Pour se convertir en guerre, la confrontation idéologique doit-elle se faire au nom de la dénonciation du « mal » ou du « faux » ? Quel est le plus efficient « statut moral » et comment s'inscrit-il dans cette polarisation des extrémismes ?

Les extrémismes, nous font-ils confondre « de plus en plus une science, une connaissance et une croyance » (Gingras, 2025, p. 122) ? Mais de quelle science parle-t-on lorsqu'on observe « la multiplication de [ses] usages » ? L'université a-t-elle pour but de forger et de transmettre des savoirs ou plutôt des idéologies ? Selon le recteur de l'Université de Montréal, « il n'y a pas de société qui est à l'abri [de cette dérive antiscience] »⁹. Doit-on toujours prendre en considération la mission fondamentale de l'Université ou la mettre de côté comme obsolète ? Notre travail intellectuel a-t-il pour but d'élaborer le savoir avec ses contradictions inhérentes ou bien de produire à la chaîne des « communications » politiquement correctes approuvées par la supervision managériale ? La mission universitaire « réside dans la production et la diffusion du savoir critique, principalement par l'enseignement, la recherche, la création et les services à la collectivité. Cette mission ne doit pas être assujettie à des considérations marchandes »¹⁰. Voulons-nous aller au-delà d'une analyse partisane de qui a raison et qui doit gagner ? La stratégie extrémiste consistant à se faire des ennemis de « ceux et celles qui ne pensent pas comme nous » a atteint un niveau national et supranational jusqu'à une pandémie de proportions nucléaires. Doit-on encore éliminer l'autre avant qu'il fasse la même chose ? Doit-on choisir un camp ou l'autre pour produire du savoir ou bien saisir les liens épistémologiques et historiques entre eux et élaborer leur articulation ?

Comment la polarisation médiatique et politique actuelle fabrique-t-elle les extrémismes ? Morris (2006) définit ce phénomène comme l'état d'avoir deux tendances, opinions et aspects opposés ou contradictoires (McCarty, 2019, p. 8) poussés à l'extrême. D'ailleurs, on retrouve au moins deux phénomènes distincts, la polarisation de masse et la polarisation des élites politiques (p. 13). La première, celle du public, « repose plutôt sur de forts attachements psychologiques et une identification sociale [...] en raison des normes et des pratiques culturelles, de la religion, des attitudes à l'égard des sous-groupes, des préférences politiques et des attachements partisans [...] comme lorsque la polarisation est utilisée pour décrire les conflits entre les identités sociales, ethniques et raciales »¹¹. La deuxième, celle des élites, porte sur des conflits politiques qui concernent des rapports de force sociétaux et géopolitiques, et joue plutôt la division pour mieux régner selon des intérêts personnels ou partisans avant tout.

À l'université, on retrouve surtout le second phénomène. Mais qui veut vivre le conformisme idéologique extrême au-delà des mécanismes démocratiques (débat, consultation, représentation, élection, etc.) ? Peut-on parler de diversité sans prendre en considération la pluralité des perspectives ? Comment les droits à la liberté d'expression et à la liberté académique en milieu universitaire facilitent-ils la participation des

professeurs en tant qu'intellectuels au débat public ? Contraindre les professeurs à une seule perspective idéologique, à une pensée unique, c'est entraver leur liberté de pensée et de conscience. C'est le contraire de ce qui est consigné dans les syllabus : l'esprit critique, l'analyse critique, la pensée critique.

Une des crises importantes des universités est celle de la liberté académique

« La liberté d'expression [en tant que citoyens] est soumise à des contraintes d'ordre juridique et social, notamment en regard d'enjeux de sécurité et de protection de l'intégrité physique et morale des personnes (cf. propos haineux ou incitation à la violence). Il en va autrement de la liberté universitaire [en tant qu'enseignants] qui ne peut être restreinte sans compromettre la capacité d'une société à se gouverner de manière rationnelle » (Lafortune et Poirier, 2019, p. 245). Comment a été pris en compte le passage de la liberté d'expression à la liberté académique (universitaire), à partir de la loi 32 du gouvernement du Québec (2022)¹² et des politiques qui s'en suivent ? Oriente-t-on ainsi l'angle sous lequel on regarde ce qui se passe à l'Université ? Doit-on le faire ? La liberté académique, en tant que recherche de vérité, peut être remise en question comme tout autre sujet, dont l'équité, la diversité et l'inclusion/intégration (EDI). Ce qui est le propre de la recherche et de l'enseignement, est ce qu'on appelle la rigueur intellectuelle.

Au nom de la pluralité des croyances, des opinions et des intérêts, notre société, y compris l'Université, a fait de la place à la diversité comme ce qui compose le réel. Mais à quelle diversité ? Deux définitions polarisées au moins se font face :

- L'*universaliste*¹³ pour qui la diversité n'est pas composée de blocs monolithiques, elle est ce « qui est divers, varié, différent ; variété, pluralité » (Larousse) ;
- La *restreinte*¹⁴ qui « se rapporte aux conditions, aux modes d'expression et aux expériences de différents groupes définis par l'âge, le niveau d'éducation, l'orientation sexuelle, la situation ou les responsabilités de parent, le statut d'immigration, le statut d'Autochtone, la religion, la situation de handicap, la langue, la « race », le lieu d'origine, l'origine ethnique, la culture, la situation socioéconomique et d'autres attributs. La diversité se rapporte également à l'identité de genre ou à l'expression de genre. »¹⁵

Mentionnons également les attaques contre une vision universaliste du savoir hérité de la modernité par la mise à l'avant-plan par le postmodernisme du relativisme culturel et du primat d'une subjectivité radicale. Celui-ci facilite la tolérance et l'acceptation d'une multitude de points de vue proches ou divergents. Par la suite, lorsque le postmodernisme les juxtapose sans les questionner, les évaluer critiquement ou les hiérarchiser, que devient la recherche de vérité ? Ce qui s'ensuit, est-ce la confusion et les dérives des références ? Que devient l'intersubjectivité orientée socialement vers la recherche du sens commun à partir des points de vue divers des sujets par justification basée sur des critères, le contexte, l'évaluation et l'autocorrection ?

Les attaques du *wokisme*¹⁶ contre les libertés universitaires sont faites à partir d'autres valeurs que les attaques trumpiennes contre les universités américaines. Leurs finalités sont différentes, les arguments aussi, mais les moyens utilisés sont-ils pareils ? Réduisent-ils le débat démocratique de la diversité des perspectives en milieu universitaire en les occultant ? Plusieurs stratégies sont de ce fait mises de l'avant :

- Les dérives idéologiques visant l'endoctrinement des étudiants ;
- Les atteintes à la collégialité et son remplacement par l'autoritarisme ;
- Les consultations bidon qui ont tendance à remplacer la cohésion entre les discours et les actions par des promesses vertueuses pour contrecarrer la participation aux processus démocratiques ;
- La polarisation entre le discours extrémiste de droite et celui de la droite, tout comme la polarisation entre le discours extrémiste de gauche et celui de la gauche ;

- Les régulations excessives des éthiques de recherche qui limiteraient la liberté académique¹⁷ ;
- La réduction de la diversité des méthodologies mettant en question l'indépendance de la science.

La censure et l'autocensure

La censure en milieu universitaire ne se présente pas toujours de manière explicite pour contrôler les mots ou les actions. Celle-ci peut être discrète et omniprésente et s'installer dans le silence. Par exemple, on assiste au refus de subventionner¹⁸ certaines recherches ou de publier des articles qui ne reflètent pas une méthodologie positiviste mettant de l'avant des données probantes et des résultats provenant du terrain. Ce qui exclurait d'autres méthodologies, thèmes et moyens de recherche, et orienterait leurs résultats (Lebuis, 1987). « N'oblige-t-[on] [...] pas en fait les chercheurs à choisir les thèmes qui auront le plus de chances d'être financés »¹⁹ ? Est-ce qu'on « passe de l'égalité des chances [d'avoir une subvention et de publier] à l'égalité des résultats » de recherche - tout en provenant du même type de méthodologie ? D'ailleurs, des concessions éditoriales sont demandées par certaines revues pour faire accepter son texte (Ducas, 2006) et pour que les articles ressemblent de plus en plus à des rapports conventionnels axés sur la description de ce qui a eu lieu. Cela va-t-il à l'encontre de la liberté académique de choisir ce qu'on recherche et comment on y réfléchit ?

Ne pas tenir compte du jugement du chercheur ou de l'enseignant est une invalidation, sauf exception²⁰, de ce qui est un des fondements de la recherche et de l'enseignement. Un effet domino se déclenche de manière à laisser de moins en moins de place aux articles abordant des recherches fondamentales ou conceptuelles, des réflexions critiques ou bien des synthèses de la diversité des perspectives, mais aussi à la prise en compte des processus humains et historiques qui continuent d'avoir lieu. Ces rejets d'articles par certaines revues ne sont ni comptabilisés ni mis sous forme statistique, mais ils existent dans un environnement de scientisme²¹ rigide — qui cherche à tout prix à transformer des processus à l'œuvre en données de terrain - selon un modèle unique. « L'emphase mise sur les données macrosociales et chiffrées [est positionnée] au détriment des données locales et qualitatives, ainsi que [par] l'absence d'engagement [responsable] des chercheurs et chercheuses sur la place publique. » (Diaz et Godrie, 2020) Peut-on limiter cette censure, ne pas en parler et ne pas en tenir compte ou bien la remettre en question ?

D'ailleurs, voici quelques mesures disciplinaires explicites qui la mettent en relief :

- Exclusion de l'espace public lors de désaccords scientifiques (prototype : la crise du COVID²²) ;
- Suspension ou congédiement lors de l'utilisation de mots, d'expressions, d'idées non dominantes²³ ;
- Embauches et nominations selon des critères idéologiques et non pas au mérite²⁴ ;
- Épuration des cours²⁵ et des bibliothèques jusqu'à brûler des livres²⁶.

Les mesures implicites sont souvent acquises selon les usages en vigueur. Il y a en a plusieurs, de la promotion d'un « faux consensus » (idées et valeurs qui semblent incontestées, mais sans débat ou conversation démocratique) - à la posture autoattribuée de représentation intellectuelle et morale de la majorité qui procède par généralisation ne reflétant pas la diversité des intérêts et des points de vue qui sont en jeu. Selon un sondage réalisé (2021) par la *Commission scientifique et technique indépendante sur la reconnaissance de la liberté académique*²⁷ auprès des professeurs, « 60 % ont évité d'utiliser certains mots », mais aussi certains sujets pendant les cinq dernières années. En même temps, 28 % des étudiants « ont dit s'être déjà censurés dans le cadre de leurs études et la même proportion affirme avoir été témoin d'autocensure de la part d'un professeur ». Selon Alexandre Cloutier, président du Comité d'experts sur la reconnaissance de la liberté académique, l'autocensure va à l'encontre des

« libertés de penser, de s'exprimer, de débattre [qui] sont les fondements mêmes

de l'université et de la démocratie. Je crois qu'il est possible de réaffirmer haut et fort la liberté académique tout en appelant au respect de la dignité de chacun. »²⁸

Par-delà les libertés et le positionnement politique (extrémismes de tous bords), il y a l'enjeu fondamental du savoir et des conditions institutionnelles et sociopolitiques de son élaboration. Selon la Commission, toutes les idées et les sujets peuvent être débattus avec savoir-vivre « de manière rationnelle et argumentée », sans insulte ni endoctrinement. Cependant, le public et les dirigeants sont de plus en plus divisés sur le plan des politiques publiques, des orientations idéologiques et des attachements partisans.

Le temps de la synthèse, de la vision d'ensemble est-il arrivé afin d'aller vers une méta-analyse qui nous fera retrouver une compréhension d'un sens des proportions de ce qui se passe et un équilibre sociocognitif et sociétal ? Serons-nous en mesure d'analyser une situation de propagande seulement d'un point de vue partisan ou bien saisissons-nous également cette propagande et sa contre-propagande ; comment se développent-elles l'une de l'autre ? Devons-nous trouver des concepts et des discours qui établiront des liens conceptuels intersubjectifs tout en mettant en perspective les deux visions polarisées ?

Voici quelques questions à approfondir lors de ce colloque

- a. Comment préserver la liberté d'expression et la liberté académique prises entre les extrémismes, leurs polarisations et leurs censures ?
- b. Quelles sont les interactions entre les dérives idéologiques de gauche et de droite qui limitent les libertés ? Sont-elles propagées par la configuration promotionnelle de la communication universitaire ?
- c. Quel serait l'impact de l'enseignement de la dynamique de la polarisation idéologique sur la capacité de réfléchir des étudiants et sur leur pouvoir d'agir en tant que futurs citoyens dans le processus démocratique sociétal ?
- d. Comment le choix de l'angle d'observation des faits a-t-il un impact sur la façon dont les faits sont approchés, observés, analysés ? Doit-on retrouver la diversité des perspectives existant entre l'extrémisme de droite et l'extrémisme de gauche et celui du centre ? Pourquoi ?
- e. Comment la dérive « antiscience » reliée à la diminution du travail de réflexion critique participe-t-elle à notre compréhension de ses enjeux et de son impact sur la qualité et la cohérence de l'enseignement et de la recherche ?
- f. L'autoritarisme de l'idéologie « wokiste » a produit plusieurs résistances, tensions²⁹ et confrontations. Doit-il être relégué au deuxième plan par un nouvel autoritarisme ? De quelle nature serait-il et quelles seraient ses conséquences ?
- g. Comment le remplacement des enseignants par l'intelligence artificielle affecterait-il leur enseignement et leur recherche en offrant des opinions professionnelles à leur place ? Est-il trop tard pour prévoir « la gestion des risques » encadrée par « des balises claires et précises » dans les milieux universitaires ?³⁰

Références bibliographiques

- Antonius, R. and Baillargeon, N. (eds.). (2021). *Identity, "race," freedom of expression: Critical perspectives on certain debates that divide the left*. Quebec City: Presses de l'Université Laval.
- Ardiet, G. (2024). How to wear the virtuous mask of dominant thinking and teach the creation of authentic bonds in helping relationships? *Revue Internationale Animation, Territoires Et Pratiques Socioculturelles*, (25), 159–174. <https://edition.uqam.ca/atps/article/view/2434>
- Baillargeon, Normand. (ed.). (2019). *Liberté surveillée: quelques essais sur la parole à l'intérieur et à l'extérieur du cadre académique*. Montreal: Leméac.
- Benoît, J. (1977). *The extreme left*. Montreal: La Presse.
- Cloutier, A. (July 18, 2025). *The blind spots of the extreme center*. Montreal: Le Devoir.

- Diaz, L. and Godrie B. (2020). Ideological biases of North American researchers on Latin America. Lecture by Fals Bord on December 2, 1966. In *Decolonizing the social sciences*. Quebec City: Éditions science et bien commun. <https://scienceetbiencommun.pressbooks.pub/falsborda/chapter/chapter-1/>
- Denault, A. (2016). *Politics of the extreme center*. Montreal: Lux, lettres libres.
- Denault, A. (November, 2024). The true face of the extreme center. *Le monde diplomatique*, p. 20.
- Devine, Patricia, and Ash, Tory. (2022). Diversity training goals, limitations, and promise: A review of the multidisciplinary literature. *Annual Review of Psychology*, 73, 403-429.
- Dobbin, F. and Kalev, A. (2018). Why doesn't diversity training work? The challenge for industry and academia. *Anthropology Now* 10(2), 48-55.
- Ducas, S. (2006). Censure et autocensure de l'écrivain. *Ethnologie française. De la censure à l'autocensure*, 36, 111-119. Paris: Presses universitaires de France.
- Gaspard, J. (2013). Online university presentation texts. *Communication et organisation*, 44, 189-202. <https://doi.org/10.4000/communicationorganisation.4415>
- Gingras, Y. and Nootens, T. (2023). Review of [Censorship at university: moral panic or denial of reality?] *Bulletin d'histoire politique*, 30(3), 223–248. <https://doi.org/10.7202/1101971ar>
- Gingras, Y. (Summer 2025). What is "knowledge"? Argument, *L'arche civilisationnelle. Quoi, qui importer?* 27(2), 122-128.
- Grinnshpun, Y. (2023). *The Making of Contemporary Propaganda Discourse*. Paris: L'Harmattan.
- Haskel, M. (2024). Debunking DEI: A review of the research. Presentation at the conference on *DEI and race ideologies in Canadian universities*. Montreal, McGill University: Heterodox Academy.
- Lafortune, J.-M., & Poirier, H. (2019). Academic freedom as a specific form of self-restraint. In Baillargeon, (ed.). *Freedom under surveillance: essays on speech within and outside the academic framework*. Montreal: Leméac.
- Lebuis, C. (1987). Editorial censorship: some guidelines. *Moebius*, 32, 23–31. <https://www.erudit.org/fr/revues/moebius/1987-n32-moebius1013245/15234ac.pdf>
- Martin, L. (2009). Repressive censorship and structural censorship: how to think about censorship in the communication process? *Questions de communication*, (15), 67-78. <https://journals.openedition.org/questionsdecommunication/461?lang=en>
- McCarty, N. (2019). *Polarization. What everybody needs to know*. New York: Oxford University Press.
- Moreau, Patrick. (2017) *Ces mots qui pensent à notre place: Petits échantillons de cette novlangue qui nous aliène*. Montreal: Liber.
- Motoi, I. (2024). Rectitude politique, la langue de bois et la novlangue. Compte-rendu du colloque organisé par Ina Motoi, Anamaria Fălăuș et Ligia Tomoiaga (22 et 23 juin 2021). *Revue Internationale Animation, Territoires Et Pratiques Socioculturelles*, (25), 175–178. <https://edition.uqam.ca/atps/article/view/2435>
- Morris P. Fiorina. (2006). *Culture war? The myth of a Polarized America*. New York: Pearson Longman.
- Nadeau, F. (2023). The far right in Quebec. Review of the decade 2010-2020. [Bulletin d'histoire politique, Quebec's new ideological divide at the beginning of the 21st century](#). 30(3), 195–215.
- Pluckrose, H. and Lindsay, J. (2020). *Cynical Theories. How Activist Scholarship Made Everything about Race, Gender and Identity*. Durham: Pritchstone Publishing.
- Rainville, S. (January 24, 2017). Retrouver le politique en sortant de l'extrême centre. *L'aut'journal*, 356, Romeo Saganash, l'indépendance et les Autochtones.
- Smith, Erec. (2020). *A critique of Anti-racism in rhetoric and composition: The semblance of empowerment*. Lanham: Rowman and Littlefield.
- Taguieff, P.-A. (2023). The radical left and the extreme right-wing shift of the opponent. *Telos*. <https://www.telos-eu.com/fr/politique-francaise-et-internationale/la-gauche-radicale-et-lextreme-droitisation-de-lad.html>
- Vandeveldt-Rougale, A. (2017). *Managerial newspeak, influence, and resistance*. Toulouse: Ér.

Les propositions de communication doivent nous parvenir avant le **15 décembre 2025**. Elles auront environ 250-450 mots (équivalent à 1,000-2,000 caractères, espaces compris). Elles peuvent être transmises en français ou en anglais. Les critères d'évaluation seront :

- Pertinence par rapport à la thématique et aux objectifs du colloque ;
- Explicitation du contexte de la recherche, de la réflexion critique ou de la pratique exposée ;
- Cohérence des fondements théoriques ou méthodologiques les soutenant.

Une réponse quant à l'acceptation ou non de votre proposition vous parviendra au plus tard le **15 janvier 2026**, à la suite de l'évaluation par le comité scientifique. Chaque communication sera d'une durée de 20 minutes, suivie de 10 minutes de discussion. Pour déposer les propositions de communication:

ina.motoi@uqat.ca

Nous vous attendons!

Guy Leboeuf et **Ina Motoi** de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, Canada
Ligia Tomoiaga et **Anamaria Felecan** de l'Université Technique Cluj-Napoca, Centre Universitaire Nord Baia Mare, Roumanie

Frais de participation

- **75 euros** à payer avant le **15 février 2026** et **100 euros** pour les personnes qui payeront après cette date ;
- **25 euros** à payer avant le **15 février 2026** pour les personnes de l'Europe de l'Est et de ceux et celles qui en feront la demande, et **50 euros** après cette date.

L'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, Canada
L'Université Technique Cluj-Napoca, Centre Universitaire Nord
Baia Mare, Roumanie
invite you to participate

to the Fifth International Conference on
MASS COMMUNICATION IN A PROPAGANDA CONTEXT
with the theme

Academic freedom in question:
Is the expression of diverse perspectives
for the development of knowledge still possible in academia?

CALL FOR PAPERS
March 13-14, 2026, online

One of the important questions facing universities today is that of academic freedom. This has been the subject of debate for many years now, culminating in Quebec, with Bill 32. What is at stake is not only freedom of thought and conscience, but also the diversity of perspectives necessary for the development of knowledge. At the same time, it is increasingly apparent that the traditional divide between left and right, which hitherto guided our understanding, no longer corresponds to clear definitions of these political currents. New economic, cultural (values), and social realities are superimposed on these constellations of ideas. In the West today there is clearly an overlap of political ideas due to their mutual transfer from left to right or from right to left. There is also a divide between those who adopt a supranational perspective

(globalization) and a those who take a national perspective (sovereignty), which implies significant differences in relation to their vision of society.

In this socio-political context, it is difficult to define what constitutes extremism, whether on the left or the right. Further the question must be asked: do extremist positions disqualify academic freedom? By what means? Indeed, there is a significant dynamic between right-wing extremism¹ (Nadeau, 2023) and left-wing extremism² (Benoît, 1977), consolidated by mutual accusations of authoritarianism and by the invalidation of democracy. On both sides, we find polarization, self-censorship, and censorship. What impact do these developments have on the production of academic knowledge? Should we still think in terms of right or left? Is it legitimate to place ourselves outside of this dichotomy and identify a dialectical historical process that does not function from consensus to consensus, but from contradiction to contradiction? Can academic research and teaching bring dialogue and democratic debate beyond this increasingly extreme partisan divide towards an understanding of the overall development of these ideologies over time?

Extreme in relation to what?

Even though there is no longer a unanimous definition³ of extremism, Juneau-Katsuya argues²:

An extremist is an extremist, regardless of their message. We must be equally vigilant of the left as of the right. Both have a destabilizing effect on society. They can feed off each other's actions and ideological currents to justify themselves. Both promote and use violence. For our democratic society, this is totally unacceptable.

In this sense, there is also increasing talk of the extreme center⁴, another form of extremism denounced for its relationship to violence. By definition, the "center" has no extremes; it is a position of balance between the left and the right. Despite this, the extreme center, "claiming to be a reasonable, moderate, and pragmatic 'middle ground', presents itself as the only rational path in the face of the excesses of extremism: the radical left and the reactionary right" (Cloutier, July 18, 2025). According to Rainville (2017), Denault (2016, 2024) sees it differently as "a rejection of political deliberation and the sidelining of thought in favor of a consensus manufactured and maintained by the powerful"⁵, which positions managerialism and bureaucratic obsession as necessary for economic growth. New conceptual categories are also emerging to explain the current socio-political context: post-truth, "extreme center", anti-inclusion activism⁶, *wokism*, complosphere (conspiracy sphere), etc.

Other categories are emerging: political correctness⁷, wooden language, newspeak, propaganda, virtue signaling⁸, ideological discourse, advertising discourse, etc. Newspeak and wooden language are communication methods used by all ideological groups. But are we dealing with two distinct representations of the adversary, as Taguieff (2023) asserts? That is to say, "on the right, we tend to think of the opposition between right and left as a confrontation between true and false, while on the left, we

¹ <https://www.lapresse.ca/contexte/l-a-b-c-de-l-extreme-droite/2025-02-16/qu-est-ce-que-l-extreme-droite.php>

² On the *Gravel le matin* radio show, audio file, November 23, 2017. <https://ici.radio-canada.ca/ohdio/premiere/emissions/gravel-le-matin/segments/entrevue/48214/extreme-gauche-mouvement-bombe>

³ <https://www.monde-diplomatique.fr/2006/09/PIRVULESCU/13966>

⁴ <https://www.ledevoir.com/opinion/idees/901453/idees-angles-morts-extreme-centre> and <https://www.monde-diplomatique.fr/2024/11/DEsNEAULT/67738>

⁵ <https://www.lautjournal.info/articles-mensuels/356/retrouver-le-politique-en-sortant-de-lextreme-centre/>

⁶ <https://www.journaldemontreal.com/2024/09/23/activisme-anti-inclusion-une-formule-de-propagande-au-service-de-lideologie-edi>

⁷ Motoi, I. (2024). <https://edition.uqam.ca/atps/article/view/2435>

⁸ Propaganda and its masks of virtue (2024), *Revue Internationale Animation, Territoires Et Pratiques Socioculturelles*, (25). <https://edition.uqam.ca/atps/issue/view/130>

tend to interpret it as a struggle between good and evil, or even between pure and impure". In order to become a war, must the ideological confrontation be carried out in the name of denouncing "evil" or "falsehood"? Which "moral status" is more effective, and how does it fit into this polarization of extremisms?

Does extremism cause us to increasingly confuse "science, knowledge, and belief" (Gingras, 2025, p. 122)? But what science are we talking about when we observe "the multiplication of [its] uses"? Is the purpose of the university to forge and transmit knowledge or rather ideologies? According to the rector of the University of Montreal, "no society is immune [to this anti-science drift]"⁹. Should we always take into consideration the fundamental mission of the university or set it aside as obsolete? Is the purpose of our intellectual work to develop knowledge with its inherent contradictions, or to churn out politically correct "communications" approved by managerial supervision? The university's mission "lies in the production and dissemination of critical knowledge, primarily through teaching, research, creation, and community service. This mission must not be subject to commercial considerations"¹⁰. Do we want to go beyond a partisan analysis of who is right and who should win? The extremist strategy of making enemies of "those who do not think like us" has reached a national and supranational level, culminating in a pandemic of nuclear proportions. Must we still eliminate the other before they do the same? Must we choose one side or the other to produce knowledge, or should we grasp the epistemological and historical links between them and develop their articulation as a line of thought?

How does the current media and political polarization fuel extremism? Morris (2006) defines this phenomenon as the state of having two opposing or contradictory tendencies, opinions, and aspects (McCarty, 2019, p. 8) taken to extremes. Moreover, there are at least two distinct phenomena: mass polarization and political elite polarization (p. 13). The first, that of the public, "is based on strong psychological attachments and social identification [...] due to cultural norms and practices, religion, attitudes toward subgroups, political preferences, and partisan attachments [...] as when polarization is used to describe conflicts between social, ethnic, and racial identities"¹¹. The second, that of the elites, points to political conflicts involving societal and geopolitical power, and tends to play on division in order to better rule according to personal or partisan interests above all else.

In universities, it is mainly the second phenomenon that takes place. But who wants to experience extreme ideological conformity beyond democratic mechanisms (debate, consultation, representation, elections, etc.)? Can we talk about diversity without considering the plurality of perspectives? How do the rights to freedom of expression and academic freedom in universities facilitate the participation of professors as intellectuals involved in public debate? Forcing professors to adopt a single ideological perspective, a single way of thinking, is to hinder their freedom of thought and conscience. This is the opposite of what is written in the syllabus: critical thinking, critical analysis, and critical thought.

One of the major crises facing universities is that of academic freedom.

"Freedom of expression [as citizens] is subject to legal and social constraints, particularly with regard to issues of security and the protection of the physical and moral integrity of individuals (e.g., hate speech or incitement to violence). It is different from academic freedom [as teachers], which cannot be restricted without compromising a society's ability to govern itself rationally" (Lafortune and Poirier, 2019, p. 245). How should we understand the transition from freedom of expression to academic (university) freedom

⁹ <https://www.journaldemontreal.com/2025/05/28/laautoritarisme-a-la-trump-est-une-plus-grande-menace-a-la-liberte-academique-que-le-wokisme-craint-le-recteur-de-ludem>

¹⁰ <https://fqppu.org/ce-que-nous-defendons/>

¹¹ Free translation.

based on Quebec government Bill 32 (2022)¹² and the policies that follow from it? Does this bill influence from which angle we view what is happening at the University? Should we, do it? Academic freedom, as a quest for truth, can be questioned like any other subject, including equity, diversity, and inclusion/integration (EDI). This is the foundation of research and teaching, what is known as intellectual rigor.

In the name of plurality of beliefs, opinions, and interests, our society, including the university, has made room for diversity about what makes up reality. But what kind of diversity? At least two polarized definitions stand in opposition:

- ✓ The *universalist*¹³ one, for whom diversity is not composed of monolithic blocks, but is "that which is diverse, varied, different; variety, plurality" (Larousse);
- ✓ The *restricted*¹⁴ one, which "refers to the conditions, modes of expression, and experiences of different groups defined by age, education level, sexual orientation, parental status or responsibilities, immigration status, Indigenous status, religion, disability, language, 'race,' place of origin, ethnicity, culture, socioeconomic status, and other attributes. Diversity also refers to gender identity or gender expression."¹⁵

We should also mention the attacks on a universalist view of knowledge inherited from modernity, with postmodernism bringing cultural relativism and the primacy of radical subjectivity to the fore. This process facilitates tolerance and acceptance of a multitude of similar or divergent points of view. But when postmodernism juxtaposes them without questioning, critically evaluating, or assessing them hierarchically what becomes of the search for truth? Does this result in confusion and the distortion of references? What becomes of intersubjectivity, which is socially oriented toward the search for common meaning based on the diverse points of view of subjects, justified by criteria, context, evaluation, and self-correction?¹⁶

Wokism's attacks on academic freedom are based on different values than Trump's attacks on American universities. Their goals are different, as are their arguments, but are the means used the same? Do they reduce democratic debate on the diversity of perspectives in academia by obscuring them? Several strategies are therefore being put forward:

- ✓ Ideological excesses aimed at indoctrinating students;
- ✓ Attacks on collegiality and its replacement by authoritarianism;
- ✓ Bogus consultations that tend to replace cohesion between discourse and action with virtuous promises to thwart participation in democratic processes;
- ✓ Polarization between right-wing extremist discourse and right-wing discourse, as well as polarization between left-wing extremist discourse and left-wing discourse;
- ✓ Excessive regulation of research ethics that would limit academic freedom¹⁷ ;
- ✓ The reduction of the diversity of methodologies, calling into question the independence of science.

Censorship and self-censorship

Censorship in academia does not always manifest itself explicitly in the form of control over words or actions. It can be discreet and omnipresent, establishing itself in silence. For example, we see the refusal

¹² <https://www.legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/lc/L-1.2.pdf>

¹³ Which "refers to all cases or individuals" (CNRTL).

¹⁴ "To confine within narrower limits." (CNRTL)

¹⁵ <https://edi.uqam.ca/lexique/equite-diversite-inclusion/>

¹⁶ "Convergence of the actions of intolerant militant groups and authoritarian administrative practices." <https://www.ledevoir.com/opinion/idees/862657/point-vue-entre-marteau-woke-enclume-trumpiste>

¹⁷ https://fqppu.org/wp-content/uploads/2024/05/202402_COPLA_Avisno6_VE.pdf

to fund¹⁸ certain types of research or to publish articles that do not reflect a positivist method emphasizing data as evidence and results from the field. This would exclude other methodologies, themes, and tools of research, and would distort their results (Lebuis, 1987). " N'oblige-t-[on] [...] pas en fait les chercheurs à choisir les thèmes qui auront le plus de chances d'être financés" (Doesn't this actually force researchers to choose the themes that are most likely to be funded)¹⁹ ? Are we "moving from equal opportunities [to obtain funding and publish] to equal research results" - all coming from the same type of methodology? Moreover, some journals require editorial concessions in order to accept a text (Ducas, 2006) so that articles increasingly resemble conventional reports focused on describing what has taken place. Does this run counter to the academic freedom to choose what to research and how to reflect on it?

Ignoring the judgment of the researcher or the professor invalidates, with few exceptions²⁰, one of the foundations of research and teaching. This triggers a domino effect that leaves less and less room for articles addressing fundamental or conceptual research, critical reflections, or syntheses of diverse perspectives. But also, for the consideration of human and historical processes that continue to take place. The rejections of articles by certain journals are neither counted nor statistically recorded, but they exist in a rigid scientific²¹ environment — which seeks at all costs to transform processes at work into field data — according to a single model. "The emphasis on macrosocial and numerical data [is positioned] to the detriment of local and qualitative data, as well as [by] the lack of [responsible] engagement by researchers in the public sphere." (Diaz and Godrie, 2020) Can we limit this censorship, not talk about it and ignore it, or can we challenge it? Here are some explicit disciplinary measures that highlight this:

- ✓ Exclusion from the public sphere in the event of scientific disagreements (prototype: the COVID crisis²²) ;
- ✓ Suspension or dismissal for using non-dominant words, expressions, or ideas²³ ;
- ✓ Hiring and appointments based on ideological criteria rather than merit²⁴ ;
- ✓ Purging courses²⁵ and libraries to the point of burning books²⁶.

Implicit measures are often accepted, depending on current practices. These vary from promoting a "false consensus" (ideas and values that seem uncontested, but without democratic debate or conversation) to the self-assigned posture of intellectual and moral representation of the majority, which proceeds by generalization and does not reflect the diversity of interests and points of view at stake. According to a survey conducted in 2021 by the *Independent Scientific and Technical Commission on the Recognition of*

¹⁸ <https://www.affairesuniversitaires.ca/opinion/a-mon-avis/les-universitaires-face-au-risque-de-la-censure/>

¹⁹ See letter to Rémi Quirion, Quebec's chief scientist, signed by more than 200 professors. https://docs.google.com/document/d/e/2PACX1vTWv_0ugChYhCYW4pncWJ3GylIw5Wzs5xKSch69SgWQwNW0Ng90APh9Ic-I0OvvucpL07m3zIuk3k/pub

²⁰ This nuance is important. There are sometimes situations where the researcher's judgment can be questioned. Some research is not published simply because it is of poor quality. It is important to distinguish between external pressures (choice of research topic, participants, EDI criteria, etc.) and internal pressures based on criteria related to the scientific activity itself (lack of methodology, lack of references, plagiarism, etc.). Whether the research is qualitative or quantitative, there are criteria to be met that do not necessarily constitute censorship. For example, in the field of psychology, it is possible to submit a research proposal before collecting data. If the proposal is deemed adequate, the journal then undertakes to publish the results, regardless of whether or not they support the initial hypothesis or hypotheses.

²¹ "At the end of the 19th century, a philosophical opinion asserting that science can solve all philosophical problems" (Antidote).

²² <https://www.revueargument.ca/article/2021-05-06/771-regard-critique-sur-la-crise-sanitaire-du-coronavirus.html> and <https://www.journaldemontreal.com/2022/03/10/stephan-bureau-brise-le-silence>

²³ <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1741520/plainte-mot-en-n-universite-ottawa-suspension-professeure>

²⁴ <https://fqppu.org/la-ministre-de-lenseignement-superieur-pascale-dery-confirme-son-ingerence-politique-dans-le-refus-de-la-nomination-de-la-prof-denise-helly-au-ca-de-linrs/>

²⁵ <https://www.journaldequebec.com/2024/11/23/des-profs-sous-tension-des-oeuvres-a-letude-sont-contestees-par-des-cegepiens> and <https://www.journaldemontreal.com/2015/03/08/purging-libraries--of-inappropriate-books> and

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1817537/livres-autochtones-bibliotheques-ecoles-tintin-asterix-ontario-canada>

²⁶ <https://agora.qc.ca/chroniques/francine-pelletier-et-le-devoir>

Academic Freedom (²⁷) among professors, "60% have avoided using certain words" as well as certain topics over the past five years. At the same time, 28% of students "said they had already censored themselves in the context of their studies, and the same proportion said they had witnessed self-censorship on the part of a professor." According to Alexandre Cloutier, chair of the Committee of Experts on the Recognition of Academic Freedom, self-censorship runs counter to the

freedom of thought, expression, and debate [which] are the very foundations of the university and democracy. I believe it is possible to reaffirm loudly and strongly academic freedom while calling for respect for the dignity of all individuals.²⁸

Beyond freedoms and political positioning (extremists of all stripes), there is the fundamental issue of knowledge and the institutional and sociopolitical conditions for its development. According to the Commission, all ideas and topics can be debated with know-how and civility "in a rational and argumentative manner," without insults or indoctrination. However, the public and leaders are increasingly divided on public policy, ideological orientations, and partisan attachments.

Has the time come for synthesis and an overall vision, moving towards a meta-analysis that will allow us to acquire an understanding of the proportions of what is happening as well as a socio-cognitive and societal balance? Will we be able to analyze propaganda situations solely from a partisan point of view, or will we also analyse this propaganda and its counterpropaganda and the ask how they develop from each other? Must we find concepts and discourses that would establish intersubjective conceptual links while putting the two polarized visions into perspective?

Here are some questions to explore during this conference.

- a) How can we preserve freedom of expression and academic freedom, which today are caught between extremism, polarization, and censorship?
- b) What are the interactions between left-wing and right-wing ideological excesses that limit freedoms? Are they propagated by the promotional configuration of university communication?
- c) What would be the impact of teaching the dynamics of ideological polarization on students' ability to think and on their power to act as future citizens in the democratic process of society?
- d) How does the choice of an angle from which to observe facts impact the way in which facts are approached, observed, and analyzed? Should we seek to reflect the diversity of perspectives that exist between right-wing extremism, left-wing extremism, and the center? Why?
- e) How does the "anti-science" trend linked to the decline in critical thinking contribute to our understanding of its challenges and its impact on the quality and consistency of teaching and research?
- f) The authoritarianism of "woke" ideology has generated resistance, tensions²⁹, and confrontations. Should it be relegated to the background by a new form of authoritarianism? What form would this take, and what would its consequences be?
- g) How would replacing teachers with artificial intelligence affect their teaching and research by offering professional opinions in their place? Is it too late to plan for "risk management" governed by "clear and precise guidelines" in academic circles?³⁰

²⁷ <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1827939/liberte-academique-universite-quebec-resultat-questionnaire-mccann>

²⁸ <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1779280/comite-experts-liberte-academique-universite-alexandre-cloutier>

²⁹ The Independent Scientific and Technical Commission on the Recognition of Academic Freedom in Universities has submitted five recommendations in its report. <https://www.quebec.ca/nouvelles/actualites/details/depot-du-rapport-la-commission-scientifique-et-technique-independante-sur-la-reconnaissance-de-la-liberte-academique-dans-le-milieu-universitaire-annonce-le-depot-de-son-rapport-37028>

³⁰ <https://www.journaldemontreal.com/2025/05/28/une-ia-qui-corrige-les-textes-de-francais-dans-une-ecole-publique-pres-de-chez-vous>

Bibliographic references (see them in the French section)

Proposals for papers must be received no later than **December 15, 2025**. They will be about 250-450 words (equivalent to 1,000-2,000 characters, no including spaces and titles). They can be submitted in French or English. The evaluation criteria will be:

1. Relevance to the theme and objectives of the conference;
2. Explicitness of the context of the research, critical reflection or practice presented;
3. Pertinence of the theoretical or methodological foundations supporting them.

A response regarding the acceptance or rejection of your proposals will be sent **15 January 2026** at the latest, following the evaluation by the Scientific Committee. Each paper will be 20 minutes long, followed by 10 minutes of discussion. To submit: The proposals for communication should be sent to the following addresses:

ina.motoi@uqat.ca

We are waiting for you!

Guy Leboeuf and **Ina Motoi** - l'Université du Québec en Abitibi, Témiscamingue, Canada
Ligia Tomoiaga and **Anamaria Felecan**, l'Université Technique Cluj-Napoca, Centre Universitaire Nord Baia Mare, Roumanie

Participation fees

- ✓ **75 euros** to be paid before **February 15, 2026**, and **100 euros** for people who pay after this date;
- ✓ **25 euros** to be paid before **February 15, 2026** for people from Eastern Europe and those who request it, and **50 euros** after this date.